

Département d'économétrie et d'économie politique (DEEP)  
Faculté des HEC  
Université de Lausanne

**LES TRENTE ANS DU DEEP**

Mémorial personnel d'un émérite

Jean-Christian Lambelet

Février 2016

## Avertissement

La version originale de ce cahier était plus riche en détails, nommant en particulier et mettant quelquefois en cause des personnes encore en vie, à qui cela aurait pu ne pas plaire. Cette première version, rédigée en mai 2013 à l'occasion des trente ans du DEEP et que j'aurais aimé présenter oralement si mon état de santé me l'avait permis, n'a donc été communiquée en toute confiance qu'à quelques collègues et ami-e-s ; lesquels m'ont conseillé de ne pas la rendre publique – ou alors seulement dans vingt ans, lors du... cinquantenaire du DEEP.

Ayant trouvé un moment pour cela, j'ai maintenant épuré – et aussi complété – ladite version pour éviter tout embarras et n'offenser personne, je l'espère sincèrement. Les seules personnes *vivantes* qui y sont mentionnées *nommément* le sont positivement. Pour ce qui est de celles qui ont quitté ce monde, j'ai toujours pensé que l'adage « de mortuis nil nisi bonum » ne devait pas empêcher d'écrire l'histoire – avec une majuscule ou, comme ici, sans majuscule.

Malgré un retard de trois ans, il me semble aujourd'hui justifié de contribuer, si peu que ce soit, à l'histoire du DEEP en publiant ce texte quelque peu expurgé dans la série des cahiers du Département – un texte qui devrait intéresser surtout ses membres actuels, mais peut-être pas seulement eux.

Février 2016 et, avant  
cela, mai 2013

## LES TRENTE ANS DU DEEP

Mémorial personnel d'un émérite

Jean-Christian Lambelet<sup>1</sup>

« Mais où sont les neiges d'antan ? »  
(François Villon)

“History will be kind to me be-  
cause I intend to write it!”  
(Winston S. Churchill)

C'est à l'âge fatidique de trente ans, quand la jeunesse ne va déjà plus tellement de soi, que beaucoup d'entre nous tirent un premier bilan de leur vie : qu'a-t-on réalisé jusqu'ici ? que sont devenues les belles et fières promesses qu'on s'était faites avec tant d'ambition, de confiance et d'espoir ? aurait-on pu agir autrement ? que nous réserve l'avenir – et surtout que pourra-t-on encore en faire ?

Aujourd'hui, on peut – ou plutôt on doit – se poser les mêmes questions au sujet de notre bien-aimé *Département d'économétrie et d'économie politique*, ce jeune trentenaire.

Tout d'abord, d'où vient le DEEP et quelles sont *ses origines* ? Quelques pages à ce sujet peuvent être utiles et intéressantes pour la génération actuelle et celles à venir – et éviter peut-être que des informations pertinentes ne se perdent avec le temps ou que des légendes ne s'accréditent. Ces pages pourront aussi rappeler de bons souvenirs à quelques-uns ou peut-être parfois de moins bons.

Il n'est guère besoin de souligner que ce qui suit, au sujet des origines du DEEP comme à quelques autres, reflète – ne peut que refléter – un point de vue *pure-ment personnel et entièrement subjectif* exprimé en toute franchise et sincérité, mais aussi, je crois, avec exactitude pour ce qui est des faits relatés<sup>2</sup>.

Et puis, ne pensez-vous pas qu'un récit *assez direct* comme vous allez le voir, qui relate ce qui peut se passer quelquefois dans le monde académique, est chose suffisamment rare pour qu'il vaille la peine non seulement de l'écrire, mais aussi de le faire connaître ? (Non que ce qui se passe dans le reste du monde réel soit tellement meilleur). Quant aux querelles et comptes personnels, qu'il soit dit une fois pour toutes que ces derniers ont été soldés et réglés il y a longtemps, d'un côté comme de l'autre – et sans rancune que je sache, après tout ce temps.

---

<sup>1</sup> Professeur émérite, DEEP/HEC/UNIL.

<sup>2</sup> Tout ce qui figure dans ces pages peut être étayé.

Le culte du silence « de bon aloi », comme celui qui prévalait un peu trop autrefois dans notre bon pays et qui y sévit toujours dans une certaine mesure, ainsi qu'une fausse discrétion et une pusillanimité travestie en bienséance permettent souvent à de petites ou plus grandes *tyrannies* de s'installer, puis de peser longtemps et lourdement sur tel ou tel segment de la société. Tout le monde « sait » ou croit savoir, mais personne n'ose en parler ouvertement, ce qui n'empêche pas les bavardages et ragots en coulisse. Si des épisodes comme ceux que vous allez lire étaient mieux connus, ils se produiraient peut-être moins souvent<sup>3</sup>.

Dans un grand film oublié aujourd'hui, *La dernière chance*, aussi bien fait qu'émouvant, tourné en 1944 par Leopold Lindtberg, un réfugié autrichien en Suisse – un film qui raconte l'évasion de deux prisonniers de guerre anglais et américain qui, au moment de la chute du fascisme, gagnent la Suisse par les montagnes après avoir pris en charge un pitoyable groupe de réfugiés civils – dans ce film, j'y viens, un rôle important est tenu par un *padre* italien qui est l'âme de sa petite communauté montagnarde et qui fait de son mieux pour aider prisonniers et réfugiés. A un moment donné, en parlant des « *tempi brutti* » (époque haïssable) que son pays est train de traverser, il dit en français car le film est polyglotte : « Bien des choses<sup>4</sup> ne seraient pas arrivées si nous avions eu moins peur ! »<sup>5</sup>

Cela dit, venons-en aux origines du DEEP et à quelques jalons à ce sujet.

Au départ, on trouve bien sûr l'*École de Lausanne*, avec d'abord Léon Walras (1834-1910), puis son successeur immédiat, Vilfredo Pareto (1848-1923). Cette époque glorieuse, qui a longtemps valu à notre université une réputation mondiale en économie politique, a duré de 1871 jusque vers le début des années 1910 et elle s'est achevée avec la retraite progressive d'un Pareto devenu immensément riche (*filthy rich?*) par héritage, ainsi que *Marchese di Pareto*, ce qui l'incita à délaisser l'économie politique pour se tourner toujours plus vers... la sociologie, sauf peut-être à la toute fin de sa vie (les sources ne concordent pas). Quand il mourut en 1923, l'*École de Lausanne* appartenait déjà à l'histoire de l'économie politique.

Mais inutile de s'étendre davantage sur ce temps légendaire, il est bien connu<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> Je n'irais pas jusqu'à dire comme dans l'argot américain : « Let it all hang out ! » et « Let's spill all the beans ! », mais n'en suis pas très éloigné.

<sup>4</sup> Le fascisme, la guerre, les souffrances.

<sup>5</sup> On peut aujourd'hui encore se procurer ce film aux USA, en DVD, bien qu'avec difficulté. Il est en noir et blanc, mais la qualité de la photographie expressionniste est étonnante.

<sup>6</sup> Mais saviez-vous que Walras n'avait plus qu'une poignée d'étudiants à la fin de sa carrière ? A l'époque, il n'y avait pas de cours obligatoires et les étudiants choisissaient librement les enseignements qu'ils voulaient suivre. Les examens, en revanche, étaient bien sûr obligatoires pour obtenir un titre universitaire. Pour cela, il fallait se présenter à des épreuves gérées et dirigées par tel(s) ou tel(s) professeur(s), selon des critères adoptés par les diverses Facultés

La suite, en revanche, l'est beaucoup moins.

En une phrase : ce fut *la plus lamentable des décadences !* Le mieux qu'on puisse dire du premier successeur, désigné ci-après, des deux grands savants est qu'il ne maintint pas leur approche scientifique en général et mathématique en particulier ; ni a fortiori qu'il la développa. Et il fut suivi par quelqu'un qui rejetait entièrement cette approche.

En lieu et place, ce fut le règne d'enseignements que l'anglais qualifierait de *pedestrian*, ou pire, ainsi que d'idéologies fumeuses. Si vous voulez des détails, vous les trouverez sous la forme d'une incise – peut-être trop charitable – dans un livre que j'ai publié en 2004 sur le doctorat honoris causa que notre Université a décerné en 1937 à Benito Mussolini (pp. 27-53), livre qui se trouve peut-être toujours sur les rayons de la salle du DEEP, mais sûrement à la BCU.

Un seul fait attesté peut suffire à caractériser ce qu'était alors l'économie politique à Lausanne.

Pasquale Boninsegni (1869-1939), le très falot successeur de Pareto et aussi un authentique fasciste italien, qui ne le cachait pas et en était même très fier<sup>7</sup>, avait été nommé professeur titulaire par petites étapes et plus ou moins par défaut, ayant pris progressivement la place du Maître. Quand il partit à la retraite le 16 octobre 1939, pour mourir le jour même en traversant le Pont Bessières, un jeune économiste de 31 ans, déjà professeur à la LSE et au tout premier plan de la profession, se mit sur les rangs pour sa succession : **Nicholas Kaldor !** Cette candidature, due au prestige encore vivant de Lausanne, a pourtant été écartée d'emblée. Pourquoi ?

Le rapport de la commission de nomination, que j'ai pu consulter grâce à Pascal Bridel, ne discute même pas de ce candidat, ne mentionnant dans une assez longue liste que son nom, son affiliation et son adresse, mais ses membres ont peut-être spéculé que Kaldor, qui était pourtant polyglotte, ne serait pas capable d'enseigner en français ou pas assez bien... Il est aussi possible, mais rien ne l'indique dans cette source ou dans d'autres, que l'orientation politique de Kaldor ait joué un rôle car il se situait plutôt à gauche. Quoi qu'il en soit, on nomma en lieu et place un ressortissant français, Firmin Oulès (1904-1992), qui n'était pas carrément de gauche, mais que je qualifierai prudemment d'excentrique, que j'ai bien connu, mais dont je préfère ne rien dire de plus.

---

qui avaient chacune leur propre système. Les étudiants devaient donc décider eux-mêmes quels cours, donnés par quels professeurs, ils avaient intérêt à suivre pour se présenter aux examens.

<sup>7</sup> A l'époque – ou en tout cas avant l'automne 1935 (invasion italienne de l'Abyssinie) –, être fasciste ne choquait que peu de monde en Suisse ou ailleurs. Winston Churchill, par exemple, a admiré Mussolini et son régime, mais à leurs débuts seulement.

Mais imaginez un moment que Kaldor ait fait carrière à Lausanne !

Quoi qu'il en soit, un des résultats du choix fait à cette occasion a été que quand j'ai commencé en Suisse mes premières études universitaires, c'était en 1957, il y a presque soixante ans, la toute première heure du cours général en économie politique que j'ai suivi a suffi pour m'éclairer : dans ce domaine je n'apprendrai jamais rien à l'Université de Lausanne<sup>8</sup> !

Ma déception a été immense. Sous l'influence de mon père, qui aurait voulu étudier l'économie mais en avait été empêché par la Grande Dépression, l'économie politique était très tôt devenue ma passion. Tout en gagnant ma vie avec un emploi à plein temps dans une école privée – étant ainsi ce qu'on appelait à l'époque « un étudiant qui travaille » –, j'ai néanmoins terminé mes études lausannoises avec une licence en mars 1962, mais ai alors décidé d'aller poursuivre, ou plutôt entamer, ma formation ailleurs. Ailleurs, oui, mais où ?

La première traduction en français du manuel basique de Paul Samuelson avait été publiée vers la fin des années 1950. J'ai pioché ses deux volumes et, suite à cela et à d'autres lectures ou informations, je me suis rendu compte que c'était *aux États-Unis* que j'avais les meilleures chances d'acquérir une formation moderne.

En août 1962, mon épouse et moi – nous venions de nous marier et cela a été notre voyage de noces et notre lune de miel – sommes donc partis pour l'autre côté de l'Atlantique, avec des visas de simples immigrants, qui n'étaient pas facile à obtenir<sup>9</sup> ; et à bord d'un paquebot, le *United States*, qui était destiné à transporter des GI en temps de guerre et n'avait donc rien d'un palace flottant, d'autant que nous avons voyagé en troisième classe, c'est-à-dire pratiquement en cale, avec une minuscule cabine tout au fond de cet immense navire. A l'époque, l'avion était bien plus cher que le bateau et nos moyens financiers des plus limités.

Arrivé sur place avec mon épouse, j'ai eu la chance, au bout d'une année, d'être accepté à Harvard comme *graduate student in economics*, avec une bourse américaine, mais nous avons vécu pendant deux ou trois ans grâce surtout au travail

---

<sup>8</sup> Pas sûr que c'était tellement mieux dans les autres universités suisses encore qu'à Genève le très regretté Jacques L'Huillier (1917-2012) était d'un tout autre calibre. A Lausanne, nous n'étions vraiment pas gâtés.

<sup>9</sup> Le « quota » suisse était ouvert et il ne fallait donc pas attendre une éternité pour arriver en tête de liste, mais j'ai dû aller deux fois au consulat américain à Zurich, il a fallu déposer une caution (avec de l'argent emprunté), fournir un extrait de casier judiciaire, une série de recommandations de moralité et autres documents, subir un examen médical poussé et toutes sortes de vaccinations – et j'en passe. Déjà à l'époque, aller aux USA n'était pas toujours une bagatelle.

de mon épouse. Dans ma volée d'une trentaine d'étudiants gradués<sup>10</sup>, il n'y avait que quatre non Américains de souche : un Canadien, un Islandais, un Italien et un Suisse, une proportion beaucoup plus basse qu'aujourd'hui.

A noter que quand, avant de quitter Lausanne et la Suisse, je faisais état autour de moi de mon projet d'aller étudier en Amérique, la réaction la plus commune était : « Mais vous n'y songez pas ! La culture, la science et les arts, les lumières, *la civilisation*, c'est ici, chez nous, en Europe qu'on les trouve – et non pas, quelle horreur, chez... les Yankees ! » Autre temps, autres préjugés.

N'ayez crainte, je ne vais pas vous raconter ma vie dans tous ses menus détails et me limiterai donc à dire qu'après être arrivé jusqu'au Ph.D. en 1968, j'ai entamé une carrière académique aux USA, d'abord comme chargé de recherches à Harvard pendant un an, puis dès 1970 – après un passage aussi d'une année à l'OCDE/Paris en tant que consultant – comme professeur assistant à l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie (« Penn ») ; que ma famille et moi sommes devenus citoyens américains ; et que j'avais fait une croix définitive sur l'économie politique lausannoise, mais quand même pas sur le pays de ma naissance.

Entre-temps, les choses avaient enfin commencé à bouger en Suisse. En 1970, Karl Brunner (1916-1989), qui enseignait une moitié de l'année à Rochester et l'autre moitié à Constance (plus tard à Berne), rédigea – aidé par d'autres – et fit largement circuler un *rapport d'expertise* sur les programmes en économie politique dans les sept universités du pays<sup>11</sup>. Je ne sais pas qui lui avait commandé ce rapport ou si c'était une initiative personnelle, mais le moins qu'on puisse dire est que Lausanne en prenait pour son grade... En fait, c'était une exécution dans les règles<sup>12</sup>.

Aux cours que j'avais suivis dix ans plus tôt, on avait bien ajouté d'autres tout en supprimant quelques-uns, mais le programme lausannois restait plus que déficient et suranné. Des branches centrales comme la micro, la macro et les méthodes quantitatives modernes étaient entièrement absentes. Un cours de base en économie politique était bien offert en première année de licence, mais quel cours ! (voir plus haut). La plupart des matières qui suivaient en deuxième et

---

<sup>10</sup> Au début, c'est-à-dire à la fin de septembre 1963, mais à Thanksgiving, à la fin de novembre, nous n'étions déjà plus qu'une vingtaine. Si je suis bien renseigné, environ dix d'entre nous sont arrivés jusqu'au Ph.D., dont entre autres Donald McClosky (aujourd'hui « Deidre » de son nouveau prénom, après une opération de changement de sexe) et Stefano Fenoaltea.

<sup>11</sup> Huit, si on admet que Saint-Gall était une université à l'époque. Celles de Lucerne et de Lugano n'existaient pas encore. Je ne me souviens plus si l'EPFZ et l'EPFL étaient passées en revue dans le rapport Brunner.

<sup>12</sup> J'ai essayé de retrouver ce rapport dans les archives de l'UNIL, avec l'aide d'Olivier Robert, historien et archiviste de son état, mais rien n'a pu être localisé. Ce document, que j'ai pu lire une seule fois dans le bureau du Recteur Dominique Rivier, a dû disparaître sans laisser de traces – ou peut-être l'a-t-on fait disparaître ?

troisième années relevaient davantage de la culture générale que d'une vraie formation en économie – bref, la « licence en économie politique » de l'Université de Lausanne était à la limite de l'étiquetage frauduleux, comme le rapport le disait ou le laissait entendre.

Quelques années plus tard, vers 1974, Brunner me dit lors d'une rencontre à HEI/Genève que lorsqu'il était venu enquêter à Lausanne, il avait été particulièrement choqué par une remarque de celui qui était alors titulaire de la chaire des deux prestigieux ancêtres : « Walras et Pareto *auraient pu être* de grands économistes s'ils n'avaient pas *fait* dans les mathématiques ». Brunner me dit : « Vous vous rendez compte de la suffisance et de l'arrogance ?! » et je n'ai pu qu'approuver.

Quoi qu'il en soit, le rapport Brunner a été le *point de départ* d'un enchaînement d'événements, décrits ci-après, qui allaient finalement conduire au renouveau de l'économie politique à Lausanne et à la fondation du DEEP.

En 1973 ou 1974, Dominique Rivier (1918-1998), professeur de physique, *Rector Magnificus* du moment et qui entretenait les plus hautes ambitions pour l'institution qu'il dirigeait, me dit un jour qu'en lisant en 1970 ou 1971 la section du rapport Brunner sur l'économie politique à Lausanne, il avait rougi jusqu'à la racine des cheveux. Et qu'il fit connaître sa réaction atterrée à la ronde et sans détours, y compris aux premiers intéressés, menaçant même de supprimer purement et simplement l'économie politique à l'Université si les choses restaient en l'état. En ajoutant toutefois que si un aggiornamento était entrepris, le Rectorat et, derrière lui, l'État de Vaud étaient disposés à fournir les moyens nécessaires.

Grand embarras, donc, du côté de ceux en charge de l'économie politique à Lausanne, laquelle venait d'être regroupée à l'École des HEC, au grand dam postérieur des SSP. (Une des chaires ou même la principale, celle de Walras et Pareto, est cependant restée l'apanage de la Faculté de droit jusqu'à aujourd'hui). Il fallait faire quelque chose au plus vite pour rétablir la situation ou, plutôt, la sauver ; c'est-à-dire se mettre d'urgence en quête de forces nouvelles. L'ennui est qu'à l'époque on avait beau chercher, on ne trouvait simplement personne en fait de jeunes ou de moins jeunes économistes formés de manière moderne et capables, en même temps, d'enseigner en français. Cela commença à changer trois ou quatre années plus tard. Aujourd'hui, ce serait plutôt la pléthore, si je suis bien renseigné, et la capacité d'enseigner en français est devenue bien moins importante, l'anglais ayant pris le dessus un peu partout.

C'est alors, en mai 1972, que le hasard intervint une première fois. Comme l'économie du Moyen Orient était devenue une de mes spécialisations à Harvard, puis à Penn, j'avais formé le projet de solliciter de Penn un congé non payé afin d'aller passer deux ans en Égypte et y rechercher un livre sur l'économie de ce pays, où une branche de ma famille paternelle s'était établie en



1924 et avait fondé une entreprise, surtout de publications artistiques ; laquelle entreprise, *believe it or not*, existe toujours aujourd'hui (2016) bien qu'avec peine, en raison de la situation là-bas. J'étais aussi allé une première fois en Égypte en 1953, à la toute fin de la période coloniale, et j'en gardais une certaine nostalgie ou plutôt une nostalgie certaine ; et mon épouse encore plus car elle y était née et y avait grandi<sup>13</sup>.

Au bénéfice d'une bourse Fulbright invraisemblablement généreuse et munis des autorisations et permis nécessaires, ma famille et moi étions à la veille de quitter Philadelphie pour Le Caire quand un coup de téléphone inopiné de l'ambassade d'Espagne (qui représentait l'Égypte à Washington, les relations diplomatiques directes ayant été rompues) m'apprit que le Président Sadate, outré par l'appui indéfectible des USA à Israël qui occupait le Sinaï égyptien depuis sept ans, avait décidé d'annuler tous les projets de recherche américains en Égypte, dont bien évidemment le mien. J'ai demandé si une exception n'était pas possible, vu que nous étions aussi citoyens suisses, mais rien n'y a fait. Il ne me restait ainsi plus, à cette date très tardive (c'était la fin de l'année académique), qu'à devoir donner à Penn, pendant un an, les enseignements dont aucun collègue n'avait voulu...

J'ai donc pris ma plume (car pas encore de courrier électronique, bien sûr, et les coups de fil transatlantiques étaient très chers et souvent de mauvaise qualité) et ai écrit à gauche et à droite pour essayer de trouver un autre arrangement pour une année. La première réponse qui m'est parvenue très vite, de Pietro Balestra (1935-2005) qui enseignait à Fribourg, donnait une heure de cours à Lausanne et que j'avais connu dans un congrès, m'apprit qu'un nouveau poste en économie politique était disponible depuis quelque temps dans... mon ancienne alma mater, que j'avais passée depuis longtemps par pertes et profits.

---

<sup>13</sup> A propos de la fin de la période coloniale en Égypte : en 1953, l'Union Jack ne flottait déjà plus sur l'imposante caserne principale du Caire dont une des fonctions était de montrer aux « indigènes » combien grande était la puissance britannique, mais les troupes de Sa Majesté occupaient toujours la zone du Canal. Arrivés à Alexandrie à bord du petit mais très confortable paquebot italien, l'*Esperia*, qui nous avait amenés de Venise, mon père et moi avons pu observer depuis le pont supérieur une cohorte de pères missionnaires en train de débarquer : ils étaient tous en soutanes d'un blanc immaculé et coiffés de casques coloniaux d'un blanc non moins éclatant : on se serait cru dans *Tintin au Congo*. Par ailleurs, le nationalisme égyptien qui allait conduire à Nasser et son régime était bien sûr très présent et le général Naguib venait de prendre le pouvoir (l'armée égyptienne avec lui) après avoir renversé le roi Farouk. C'était bien la toute fin de la période coloniale – j'ai très envie d'ajouter : hélas ! Car le milieu européen ultra cosmopolite (français, italien, grec, anglais, israélite, etc.) en Égypte, à Alexandrie en particulier, était très brillant et séduisant ; cf. par exemple l'*Alexandria Quartet* de Lawrence Durrell, publié en 1957-1960. J'ai encore pu entrevoir ce monde scintillant trois ans avant qu'il ne disparaisse à jamais au moment de l'expédition de Suez en 1956 et de l'exode forcé qui s'en est suivi.

De très rapides négociations par télégrammes aboutirent à une offre de professeur invité pendant un an, offre que j'ai acceptée.

Lausanne, pourquoi pas après tout ? Cela nous permettrait en tout cas, à mon épouse, à nos deux filles et à moi, de renouer avec les familles restées au pays que nous n'avions vues que quelques rares fois en dix ans (traverser l'Atlantique coûtait alors beaucoup plus qu'aujourd'hui). Et aussi de profiter pendant une année de ce que la vie en Suisse peut avoir d'agréable, avant de retourner à Philadelphie et à Penn dans de meilleures conditions.

Au début de 1973, alors que j'étais sur place depuis deux ou trois mois seulement en tant que professeur invité pour une année, Robert Grosjean (1911-1991), le directeur de l'École des HEC – pas encore de doyen en ce temps-là – qui dès l'abord s'était montré très sympathique et chaleureux, me demanda si je pouvais envisager de rester à Lausanne et d'être nommé à l'Université pour quatre ans en tant que professeur extraordinaire pour commencer. Ce qui signifiait une promotion et la titularisation pour quelqu'un qui n'était encore que professeur assistant et vous n'êtes pas sans savoir qu'obtenir la *tenure* dans une bonne université américaine peut être aléatoire ou en tout cas incertain et difficile (pas encore de *tenure track* en ce temps-là).

Ma réponse a cependant été conditionnelle : oui, si c'était l'occasion de mettre sur pied un nouveau programme en économie politique, avec des moyens adéquats et la possibilité de l'insérer en temps voulu dans un département ou une autre structure nouvelle et moderne. Ces demandes ont été acceptées, bien que par oral ; mais je n'avais pas (encore) de raisons de douter de la bonne foi de l'autre partie car la confiance régnait, en tout cas de mon côté, surtout avec Robert Grosjean dont j'appréciais beaucoup le côté souriant. Certes, cela signifiait un nouveau départ dans la vie professionnelle et la fin, au moins provisoire, de la carrière entamée aux USA. Mais il m'a semblé que ça en valait largement la peine : on n'a pas tous les jours l'occasion de fonder ou de contribuer à fonder un nouveau cadre d'études et peut-être une nouvelle institution, surtout pas à l'âge que j'avais alors (34 ans).

Au bout de quelque temps, cependant, mes nouveaux collègues en économie politique ainsi que certains en gestion d'entreprise et sciences actuarielles – « les anciens », si vous voulez, qui étaient en général plus âgés de beaucoup – commencèrent à renâcler, se rendant progressivement mieux compte de ce à quoi ils s'étaient engagés en acceptant mes conditions.

Aucun ne pouvait donner les enseignements centraux prévus dans le nouveau programme, soit la micro, la macro et les méthodes quantitatives. Ils en vinrent donc à craindre de se retrouver sur la touche, sinon évincés – bref, de perdre le pouvoir.

« Mais dites donc, il n’y a pas de place pour moi dans le programme que vous proposez ! » a été un des commentaires enregistrés à l’époque (il y avait une place, mais pas assez importante). Ou encore : « Et puis après tout, non : nous ne voulons pas d’un *department of economics* à l’américaine ! » Et aussi : « Notre mission n’est pas de former des économistes professionnels, comme vous le souhaitez, mais des ‘universitaires polyvalents’ », *whatever that may mean*.

Bref, une volte-face plus ou moins complète est apparue progressivement au grand jour.

A ce moment-là, soit en 1974, cela faisait presque deux ans que j’étais à Lausanne et je m’étais déjà beaucoup investi dans le nouveau programme d’études que j’avais proposé, qui avait été accepté et qui par conséquent en était à ses débuts.

L’année précédente, au moment où ce programme avait été discuté, j’avais déclaré que, pour faire démarrer les choses, j’étais prêt à donner pendant deux ans les trois enseignements centraux (micro, macro, méthodes quantitatives) répartis chacun sur deux cours successifs d’une année. Ce que j’ai donc fait, mais quel boulot cela a été et je me sentais un peu comme un homme-orchestre. Pauvres étudiants qui durent me subir, néanmoins avec un certain enthousiasme, m’a-t-il semblé, du moins pour la plupart car il y a aussi eu deux ou trois réfractaires.

Bref, un pareil cahier de charges était manifestement trop lourd pour un seul homme. J’ai donc proposé la création d’une nouvelle chaire en micro<sup>14</sup>, ce qui a été accepté par les collègues, bien que déjà avec une certaine réticence, ainsi que par le Rectorat et l’État, mais sans réticence que je sache.

Suite à un concours, une première à HEC qui ne nommait jusque-là ses professeurs que sur appel, cette chaire alla à Aurelio Mattei, qui l’assuma avec compétence et dévouement jusqu’à sa récente retraite<sup>15</sup> (récente ? c’était en 2008, mais comme vous le savez ou ne le savez pas encore, le temps passe de plus en plus vite au fur et à mesure qu’on vieillit). De mon côté, je me réservais pour la macro le jour où, avec l’accord des collègues, les méthodes quantitatives pourraient aussi faire l’objet d’une nouvelle chaire.

Dans ces conditions, je me suis dit qu’il serait déraisonnable d’abandonner trop vite. Certes, l’ambiance était devenue lourde et tendue, la réticence envers ce que je proposais toujours plus marquée, les obstacles se multipliaient, mais j’ai raisonné qu’à défaut d’une franche adhésion, qui était présente au début, du

<sup>14</sup> A l’époque, tout poste à plein temps était communément désigné par le mot de « chaire ».

<sup>15</sup> Mattei n’était pas mon candidat préféré pour ce poste, mais plutôt un économiste et historien de Penn, Stefano Fenoaltea, qui parlait bien le français, et aussi un condisciple à Harvard qui s’était mis sur les rangs à mon invitation. J’ai cependant pu me rallier sans trop de peine à la nomination de Mattei, puis collaborer avec lui. Quand Grosjean m’interrogea à ce sujet, je lui dis que je pourrai vivre avec les deux candidats, mais celui de Penn avait ma préférence.

moins l'ai-je cru, je pouvais compter sur le passage du temps ; c'est-à-dire sur l'arrivée de *nouveaux collègues* avec qui je pourrai faire équipe, étant donné que quelques départs à la retraite se profilaient à l'horizon.

J'allais être déçu, du moins dans un premier temps. Plus tard, cependant et comme vous le verrez plus loin, les choses finirent par s'arranger beaucoup mieux que je n'aurais jamais pu l'espérer à ce moment-là.

Le détonateur de ce qui allait devenir une bataille épique a été *une question de nomination*, cela ne vous étonnera sans doute pas. Une chaire à plein temps, qui portait principalement sur la finance et les questions monétaires-bancaires et qui à mon avis se situait donc plutôt en économie politique, s'était libérée en 1974 par le départ à la retraite de son titulaire, Jean Golay (1903-1988). Aujourd'hui, la finance et les questions monétaires-bancaires traitées de manière moderne font bien sûr aussi partie de la gestion (et pas qu'un peu), mais à l'époque ce n'était guère le cas ou beaucoup moins. C'était un autre monde, la gestion d'entreprise étant définie dans un sens beaucoup plus étroit qu'aujourd'hui, un sens avant tout *commercial*, comme l'étiquette « HEC » le prouve d'ailleurs<sup>16</sup>.

Au début de 1976, au terme d'un long processus de presque deux ans et suite au concours ouvert pour la succession de Golay (ce n'était que la deuxième fois qu'il y avait concours et non pas appel), deux candidats restaient en lice, c'est-à-dire sur la *short list*. L'un était éminemment sympathique et gentil au plan personnel, mais – mettons – quelque peu flou dans sa pensée et ses analyses, comme ses deux leçons d'essai l'avaient montré à l'évidence ou du moins dans ma perception<sup>17</sup>.

L'autre candidat était un jeune économiste valaisan formé d'abord à Genève, puis au MIT, qui à mon avis correspondait parfaitement au profil requis. Ses recherches publiées étaient déjà importantes et aussi fort prometteuses. Ses leçons d'essai montrèrent que c'était un excellent pédagogue et, malgré son jeune âge, il avait déjà tout d'un professeur chevronné bien que n'étant encore que chargé de cours à Genève. Je crois que je peux le nommer : il s'agissait de Jean-Pierre Roth, dont vous connaissez sûrement la carrière subséquente<sup>18</sup>.

---

<sup>16</sup> Voici ce qu'en dit le site des HEC aujourd'hui : « Fondée en 1911, HEC/Lausanne, la Faculté des Hautes Études Commerciales de l'Université de Lausanne (UNIL), forme des dirigeants et des entrepreneurs compétents et responsables, et développe des idées qui marquent leur époque ». Si j'étais doyen, je ferais changer cette « carte de visite » sur internet.

<sup>17</sup> Chaque candidat a dû donner *deux* leçons d'essai, ce qui était inhabituel, mais des appréciations totalement divergentes avaient été émises lors des séances du Conseil où les premières leçons d'essai des candidats avaient été discutées. On se mit donc d'accord pour une nouvelle série de leçons d'essai, qui permettrait peut-être de mieux juger.

<sup>18</sup> Si vous ne la connaissez pas : Jean-Pierre Roth a été président de la BNS de 2001 à 2009 – et, je crois qu'on peut le dire, le plus compétent et brillant depuis 1973, avec bien sûr Fritz Leutwiler. (1973 est l'année où la BNS est devenue une institution de première importance ; avant, sous le régime des taux de change fixes, ce n'était – en exagérant un peu – qu'une sorte

En mai 1976, au terme de débats prolongés et toujours plus crispés, une majorité assez large du Conseil des HEC se détermina cependant définitivement pour le premier candidat, malgré tous mes plaidoyers.

Pour moi, la raison de ce choix était évidente et elle était avant tout politique : ladite majorité ou du moins beaucoup dans ses rangs ne voulaient pas d'un nouveau renforcement de ce qu'on allait appeler plus tard « le groupe des économistes ». Cette motivation que je leur prêtais me parut *proprement scandaleuse*, étant donné une différence de compétence entre les deux candidats qui crevait véritablement les yeux – ou en tout cas les miens.

J'ajoute sans plaisir que le résultat du choix de la majorité a été que, pendant plus de trente ans par la suite, des générations et des générations d'étudiants HEC, en gestion comme en économie politique, ont dû suivre ou plutôt subir des enseignements, mettons, discutables. Entendre ce que les étudiants en disaient faisait le plus souvent rougir. Ce qui montre, si nécessaire, que les nominations sont de loin les décisions les plus importantes dans les facultés universitaires.

Quoi qu'il en soit, je n'ai *pas accepté* cette nomination-là. Cette fois-ci, c'en était trop ! Excédé, je me suis révolté ouvertement et ai décidé de livrer bataille en portant l'affaire devant les autorités supérieures de l'Université, faisant ainsi usage d'un droit de recours ouvert à tous de par la Loi ; des autorités qui, après tout, étaient aussi là, ou même surtout là, pour trancher ce genre de conflit. L'usage, la collégialité et la bienséance voulaient certes que si un candidat qu'on soutenait n'était pas choisi, on s'incline devant la décision de la majorité. Mais là, il y allait de la place et de l'avenir même de l'économie politique à Lausanne ; et aussi, incidemment, de la suite de mon parcours à HEC.

En fait de bataille, ce fut le plus incroyable, le plus dur des affrontements, qui dura deux ans, devenant plus acharné et sordide chaque jour. Aujourd'hui encore, exactement quarante ans plus tard, mon sang bout quand j'y pense (peu souvent, fort heureusement), mais je vous fais grâce des détails. D'escalade en escalade, les chers collègues allèrent jusqu'à lancer une procédure de destitution contre moi au bout de mon mandat de quatre ans, procédure appelée pudiquement « de non renouvellement », laquelle à leur grand dépit échoua cependant au niveau de la Commission universitaire, puis du Rectorat. J'allais donc rester sur place, quelle horreur !

Cela me prit aussi le plus clair de mon temps, aux dépens de la recherche. Pour anticiper : j'ai fini par gagner cette guerre non pas de trente ou cent ans, mais

---

d'officine poussiéreuse). Aujourd'hui, Roth est président de la BCGE. Avant de joindre le staff de la BNS en 1979, il se présenta une deuxième fois, alors que j'étais en congé, à un poste en économie politique à HEC/Lausanne – de nouveau sans succès, peut-être parce qu'on a dû penser que c'était « mon candidat ».

tout de même de vingt-sept mois, mais le prix en a été *très élevé*. Si c'était à refaire, je ne le referais certainement pas. D'un point de vue personnel, le plus sage aurait été de secouer la poussière de mes vêtements et retourner aux États-Unis avec ma famille ou peut-être me déplacer entièrement à Genève car entre-temps j'avais aussi été nommé à l'Institut des HEI, devenu aujourd'hui l'IHEID.

Mais un certain goût pour le combat, sinon pour le sang de l'adversaire, avait peu à peu pris le dessus dans mon psychisme : « Ah, vous me cherchez noise ? Ah, vous voulez vous débarrasser de moi ? Eh bien, vous allez voir ! » Il y avait aussi une question de fierté : si on m'avait dit « Écoutez, vous feriez mieux d'aller à Genève ou ailleurs quand vous aurez pu vous arranger, mais jusque-là nous vous tolérerons ici », je l'aurais accepté et serais parti, le moment venu et la tête haute. Mais il était clair comme de l'eau de roche qu'on ne voulait rien moins que ma mort, c'est-à-dire un départ *forcé et immédiat* avec toutes les conséquences que cela aurait eu pour ma réputation. Et ça, figurez-vous que je ne voulais ni ne pouvais l'accepter. Il ne me restait donc plus qu'à me battre jusqu'au bout.

Au début de ce qui allait devenir quelque chose ressemblant fort à un sombre drame shakespearien, je me suis trouvé seul face à presque tout le monde dans le Conseil des HEC. Quelques rares collègues en gestion, ou qui étaient basés dans d'autres facultés tout en enseignant aussi à HEC, me manifestèrent bien de la sympathie, ce qui était réconfortant<sup>19</sup>, mais il leur aurait été quand même difficile de s'engager ouvertement et à fond contre une phalange très majoritaire, absolument déterminée à se débarrasser de votre serviteur et qui ne tolérait pas la plus petite dissidence.

Je crois ne pas exagérer en disant qu'une atmosphère de terrorisme moral régnait alors au sein du Conseil. Par exemple, lors d'une séance où un vote décisif me concernant devait avoir lieu, raison pour laquelle je n'y ai pas participé et ai quitté la salle comme l'usage d'alors le voulait, le plus engagé ou enragé parmi les anciens, qui voulait manifestement ma peau, n'hésita pas à dire : « Celui qui vote pour Lambelet est un traître ! » ou quelque chose dans ce goût, si on peut parler de goût.

Rapidement et heureusement pour moi, j'ai cependant trouvé des appuis, à l'Université et hors d'elle. Pour commencer, j'ai pu compter sur celui du Rectorat, du Recteur Rivier en particulier, lequel tenait beaucoup au renouveau de l'économie politique à Lausanne, comme on l'a vu. Cet appui ne se démentit jamais par la suite.

---

<sup>19</sup> Je crois qu'il n'y pas de mal à ce que je donne le nom de ces collègues bienveillants : Jean-Bernard Racine (dont la base était en Lettres), Blaise Lara et Pierre Goetschin. J'ajoute que mon épouse et moi nous sommes séparés juste à ce moment-là, une autre profonde blessure pour les deux.

Plus ou moins en même temps, cette grande et très forte personnalité qu'était Jacques Freymond (1911-1998), directeur des HEI à Genève, qui avait été auparavant professeur à Lausanne et connaissait donc l'institution de l'intérieur, est aussi venu spontanément à la rescousse. Son aide a été d'une très grande efficacité et je lui en resterai profondément reconnaissant tant que je vivrai.

Puis, d'autres (un Conseiller fédéral vaudois<sup>20</sup>, un camarade d'études devenu Syndic de la ville de Lausanne avant d'être élu plus tard au Conseil fédéral<sup>21</sup>, l'ex-rédacteur en chef de la Gazette de Lausanne où j'écrivais régulièrement<sup>22</sup>, d'autres encore) nous ont rejoints, de sorte que nous sommes devenus peu à peu tout un petit groupe à se battre pour la « bonne cause » – bonne de notre point de vue, cela va sans dire.

Des facteurs personnels ont joué un rôle dans cet affrontement. Habitué au franc et direct *give-and-take*, à la cordialité généralement non feinte et à la liberté d'expression qui régnaient dans les universités américaines, du moins à l'époque et du moins dans les deux que je connaissais de l'intérieur, je supportais de plus en plus mal le milieu des HEC en ce temps-là ; et vice versa, sans doute<sup>23</sup>. J'avais pris la citoyenneté américaine, comme déjà dit, et les mœurs et attitudes américaines avaient sans doute dû déteindre quelque peu sur l'Européen qu'au fond j'étais quand même resté.

Dans les séances du Conseil de l'École, on ne devait par exemple pas s'adresser directement aux autres collègues, mais au directeur qui présidait en préluant toujours par un respectueux « Monsieur le Directeur et chers Collègues ». Les membres du Conseil arboraient volontiers un air important et compassé comme dans un mauvais conseil de paroisse, certains étaient d'un pompeux à n'y pas croire et prenaient plaisir à dissenter sans fin – bref, n'y manquaient que les cols empesés et les hauts-de-forme à la Daumier, sinon les perruques. Quelle différence, vraiment, avec les réunions tellement plus décontractées du DEEP et à HEC auxquelles j'ai participé plus tard !

Pas non plus le moindre contact direct entre collègues en dehors des séances du Conseil de l'École, on ne s'invitait pas les uns les autres à la maison. J'avais essayé, car cela allait de soi à Harvard et à Penn, mais sans succès.

Vous pourriez penser que quand je suis allé donner mon premier cours à Lausanne à la fin d'octobre 1972, quelqu'un – le directeur, un collègue – serait ve-

---

<sup>20</sup> Georges-André Chevallaz (1915-2002).

<sup>21</sup> Jean-Pascal Delamuraz (1936-1998).

<sup>22</sup> François Landgraf (1938-2011) devenu à Berne le bras droit de Georges-André Chevallaz.

<sup>23</sup> Croyez-le ou non, mais à Harvard et à Penn je ne me connaissais pas d'ennemis, pas un seul, et m'entendais bien avec tout le monde alors qu'à Lausanne on m'accusait dans mon dos d'avoir un caractère de cochon, d'être perfide et intrigant, ambitieux et mal élevé, hyperactif et non collégial – et que sais-je encore.

nu me présenter aux quelque deux ou trois cents étudiants réunis dans un des grands amphithéâtres du Palais de Rumine, lequel me rappelait tant de souvenirs car c'est là que le cours d'économie politique se donnait au temps de mes études lausannoises ? Eh bien non, j'ai dû y aller seul et me présenter moi-même, non qu'il m'en ait coûté, mais être présenté aurait été sympathique, m'a-t-il semblé.

Arrivé à Lausanne, j'ai demandé où se trouvait mon bureau. On me répondit : « Mais, mon cher Monsieur : le privilège d'un professeur à l'Université est de travailler à la maison, voyons donc ! » A quoi j'ai répondu en citant une phrase que les épouses américaines décochent volontiers à leurs maris : « I married you for life – but not for lunch ! » Etc., etc.

Je n'affirmerai cependant pas que tous les torts aient été de l'autre côté. Étant de tempérament quelque peu pugnace, j'ai dû souvent manquer de diplomatie et de souplesse, du moins au début, je le reconnais volontiers. Puis, les conseils cordiaux et éclairés du Recteur Rivier, de Jacques Freymond, de Jean-Bernard Racine et d'autres m'aidèrent beaucoup à mieux louvoyer<sup>24</sup>.

En fait, j'ai mis pas mal de temps à prendre conscience du fond de la question, du moins telle que j'en suis venu à la voir plus tard : les chers aînés, ou en tout cas les plus acharnés d'entre eux, avaient bien dû se résigner à nommer un très jeune économiste pour leur servir d'*alibi*, suite au rapport Brunner, face aux menaces du Rectorat et étant donné qu'ils n'avaient pu trouver personne d'autre, mais lui céder même une parcelle de pouvoir n'entraînait pas dans leurs vues. Eux seuls étaient les responsables et dirigeants de HEC, les propriétaires de l'École en quelque sorte. Pour moi, elle appartenait à la collectivité. Et après mon départ, on pourrait sans doute repérer et recruter d'autres jeunes plus dociles, d'autant qu'on commençait à en trouver de plus en plus.

Il est cependant vrai que ces aînés n'étaient pas tous sur la même longueur d'onde et quelques-uns étaient probablement sincères quand ils me firent bon accueil au début ; et peut-être ne s'opposèrent-ils pas à mon lynchage, ou plutôt à la tentative de me lyncher, parce qu'ils auraient eu trop à perdre en prenant ouvertement mon parti. Allez savoir !

La bataille devait quand même se terminer un jour ou l'autre. La solution trouvée en fin de compte, au début de l'été 1977, par un Rectorat soucieux d'apaisement après plus de deux ans de conflit aigu, une solution acceptée d'un côté comme de l'autre, a été que je resterais à l'Université de Lausanne et même

---

<sup>24</sup> Une autre chose qui m'a énormément aidé, que je n'ai jamais révélée à personne, mais dont je crois pouvoir faire état aujourd'hui, après tant d'années, est que l'unique secrétaire des HEC, Blanche Haenny, qui épousa plus tard un professeur Meuthée, qui était au courant de tout et qui voyait bien ce qui était en train de se tramer, prit délibérément mon parti, mais sans bien sûr le laisser transparaître. En conséquence, j'ai toujours été parfaitement informé, grâce à elle, de ce qui se complotait contre moi, jusque dans les moindres détails.



plus spécifiquement à l'École des HEC, mais prendrai un *congé de deux ans*<sup>25</sup> financé par la « caisse noire » de la Confédération grâce à l'appui du Conseiller fédéral vaudois, Georges-André Chevallaz, et d'autres<sup>26</sup>.

Ce qui n'était pas pour me déplaire : j'allais pouvoir me consacrer presque entièrement à la recherche pendant deux ans, rattraper le temps perdu, me préoccuper davantage de l'institut (Créa) que j'avais fondé contre l'opposition farouche de quelques anciens<sup>27</sup>, développer mon enseignement à HEI/Genève et aussi reprendre mon souffle après une bataille aussi longue qu'épuisante<sup>28</sup>. A la fin des deux ans, on verrait bien si, avec le passage du temps, les choses avaient évolué dans le bon sens, d'un côté comme de l'autre.

Puis le hasard intervint une nouvelle fois, mais de manière très malheureuse cette fois-ci. En novembre 1977, Luigi Solari, l'économiste et économètre tessinois toujours bien connu aujourd'hui, du moins je l'espère, décéda subitement à

---

<sup>25</sup> A ce moment-là, j'avais un excellent et très sympathique jeune assistant pour l'enseignement et la recherche, Michel Peytrignet, et je ne voulais pas qu'il pâtisse de mes ennuis. Dans la convention écrite passée entre le Rectorat, HEC et moi-même qui réglait ce congé de deux ans, j'ai donc insisté pour que Peytrignet conserve son poste et devienne l'assistant d'un autre professeur, ce qui a été inscrit dans ladite convention et ce qui fut fait. Par la suite, après avoir fait sa thèse avec Jean-Pierre Danthine, Peytrignet a suivi une belle carrière à la BNS, devenant son économiste en chef, en fait sinon en titre, tout en continuant de publier – jusqu'au jour où Philipp Hildebrand, le président de la BNS depuis 2010 et qui, semble-t-il, n'avait besoin des conseils de personne, le poussa à donner sa démission, hélas ; ce que j'ai trouvé mal avisé, sinon révoltant. Autant que je sache, il n'a pas été remplacé et il n'y a plus aujourd'hui d'économiste en chef dans une BNS sans premier pilote.

<sup>26</sup> Ce qu'on appelait familièrement la « caisse noire » de la Confédération n'en était pas vraiment une. Il s'agissait d'un fonds alimenté, en toute légalité, par la vente de pièces de cinq francs avec des effigies spéciales, par exemple celle d'Einstein (un Suisse...), lesquelles pièces étaient immédiatement thésaurisées (j'en ai encore plusieurs). C'était un peu comme si la Confédération vendait au public des œuvres d'art qu'elle avait créées elle-même. Mais ce fonds était à la libre disposition du Conseil fédéral et n'était soumis ni à la procédure budgétaire ordinaire ni n'était sous le contrôle de la BNS. Je ne sais pas si ce fonds existe toujours aujourd'hui ; probablement pas (mais il y en a peut-être d'autres) car lesdites pièces de cinq francs n'ont plus été émises depuis longtemps, peut-être en raison d'un manque de personnalités suisses à mettre en effigie, le stock étant épuisé.

<sup>27</sup> « Créer Créa » a été toute une histoire. Quand je l'ai proposé, on m'a dit : « A HEC, nous sommes contre le principe même des instituts parce qu'un institut signifie rien de plus qu'un collègue qui aura une secrétaire. » Et il n'y avait en effet aucun institut à HEC. En ce temps-là, *une seule secrétaire* travaillait pour toute l'École (voir plus haut) et donc une secrétaire qui ne pouvait guère assister les professeurs. A mon arrivée, le directeur faisait tout dans l'École, absolument tout, croyez-le ou non : planifier l'organisation et l'horaire des cours ainsi que les examens, administrer les finances, gérer les professeurs, les étudiants et leurs problèmes, recevoir les gens, répondre au courrier, etc. Une année ou deux plus tard, on put engager un adjoint de faculté, ce qui a été considéré comme très généreux de la part du Conseil d'État. HEC se faisait alors gloire de coûter très peu à l'État de Vaud, beaucoup moins que d'autres Facultés. Inutile d'ajouter que je trouvais cette attitude déplorable autant que ridicule.

<sup>28</sup> Et enfin essayer de me remettre lentement de la séparation d'avec mon épouse.

l'âge de 45 ans alors qu'il attendait un avion à Orly. Il était basé à l'Université de Genève, mais donnait aussi deux heures de « statistique économique » à Lausanne. En réalité, il s'efforçait de partager sa recherche avec ses étudiants, ce qu'ils n'appréciaient cependant guère, à tort sans aucun doute. Mais Solari ne s'impliquait en rien dans la vie des HEC, ne participant jamais aux séances du Conseil, et il ne m'a donc guère aidé ou pu aider dans mon combat.

Les chers aînés, qui avaient quand même une réputation à défendre, car d'autres et moi leur reprochions principalement de s'opposer à l'aggiornamento de l'économie politique à Lausanne, proposèrent – et l'État accepta – de transformer les deux heures de Solari en une chaire complète en méthodes quantitatives, statistique et économétrie. Et ce fut Alberto Holly qui a été nommé en 1978 sur proposition d'une commission de nomination présidée par Mattei alors que j'étais en congé et ne participais pas aux séances du Conseil HEC<sup>29</sup>.

Dans l'idée d'empêcher mon retour à HEC, ou alors de me susciter un rival, la vieille garde imagina aussi, en 1977 pendant mon congé, de créer une nouvelle chaire en... macro, le domaine auquel je m'étais en principe destiné le jour où cette chaire serait créée. Il s'agissait clairement de bloquer toutes les cases pouvant m'intéresser. Mais on commençait déjà à ne plus parler de chaire, mais de poste.

Ce nouveau poste alla d'abord à Ulrich Kohli, qui démissionna à la fin de sa deuxième année à HEC, plus qu'un peu dégoûté<sup>30</sup> ; puis, très heureusement à Jean-Pierre Danthine au printemps ou en été 1979. En ce temps-là, les finances de l'État de Vaud étaient ultra saines et le Conseil d'État était disposé à grandement étoffer l'université cantonale.

A mon retour à HEC à la fin d'octobre 1979, je me suis ainsi trouvé en présence de deux nouveaux et jeunes collègues, Alberto Holly et Jean-Pierre Danthine. Nous avons immédiatement sympathisé, sommes devenus amis très vite et avons décidé de faire bloc pour développer ensemble l'économie politique à Lausanne, en partie selon les lignes que j'avais préconisées auparavant, mais en partie aussi par d'importantes innovations, comme la création d'une année de diplôme

---

<sup>29</sup> Comme les économètres chevronnés et pouvant enseigner en français étaient alors des oiseaux extrêmement rares, Mattei écrivit à Edmond Malinvaud, qui professait à Paris, lequel lui recommanda Alberto qui était un de ses thésards ou un de ses collaborateurs, je ne sais plus bien. Il accepta de se porter candidat parce que, me dit-il un jour bien plus tard, sa carrière en France lui semblait totalement bloquée.

<sup>30</sup> C'est à Ulrich qu'on doit la création du séminaire avancé du DEEP, celui qui permet de faire venir des conférenciers de tout horizon. Quand il proposa ce projet qui n'avait pourtant rien de bien révolutionnaire, on commença par refuser, sous prétexte qu'il n'y avait pas d'argent pour cela. Puis, quand Ulrich se mit à donner des signes qu'il songeait à s'en aller, les anciens, dont le directeur de l'époque qui le considérait et le traitait comme son enfant chéri, prirent peur et le séminaire a été créé, l'argent étant là, après tout.

s'ajoutant aux trois années de la licence (cette année de diplôme était surtout le baby chéri d'Alberto)<sup>31</sup>.

Toute modestie à part, je crois que le DEEP doit son existence avant tout à trois hommes, soit dans un ordre indifférent : Jean-Pierre Danthine, Alberto Holly et votre serviteur. D'autres nous ont beaucoup aidé (Claude Henry<sup>32</sup>, Jean-Bernard Racine<sup>33</sup>, ...), d'autres moins, voire pas du tout. Parmi ceux qui n'ont pas aidé se trouvait, hélas, tel ou tel collègue récemment nommé ou un peu plus ancien, mais je ne vais pas donner de noms et renoncer aux détails, car il ne serait pas bon de mettre en cause des personnes toujours en vie, bien qu'à vrai dire j'en aie très envie.

Mais ne croyez pas que la création du DEEP était inscrite dans les étoiles ou, si vous préférez, inévitable – voir ce qui a pu se passer en économie politique dans d'autres universités suisses que je ne nommerai pas non plus.

La bataille, car c'en fut une épique, pour fonder le DEEP a été longue et extrêmement pénible, comme précédemment dans mon cas. La tactique assez fûtée des anciens de l'économie politique – qui ne voulaient pas entendre parler du DEEP et plus généralement de nos projets et qui ont été nos vrais adversaires bien davantage que la plupart des membres de la gestion et des sciences actuarielles – a été, lors des séances du Conseil et en dehors d'elles, de chercher à *opposer la gestion à l'économie politique* alors qu'ils faisaient pourtant partie de cette dernière, du moins en principe. A noter que le plus jeune de ces « anciens » n'avait que quatre ans de plus que moi, mais le moins qu'on puisse dire est que lui et nous, les plus jeunes, ne partagions pas les mêmes idées et valeurs. La différence dans ce cas-là n'était pas tellement celle de l'âge.

Selon eux, HEC était essentiellement une école de gestion d'entreprise et l'économie politique ne devait y occuper qu'un strapontin, *on sufferance as it were*. Les ressources qui lui étaient affectées l'étaient aux dépens et par la grâce de la gestion. Par ailleurs, peu nombreux parmi les collègues de la gestion et aussi des sciences actuarielles, une large majorité, ont été ceux qui nous manifestèrent de la sympathie et encore moins nombreux ceux qui nous appuyèrent. Nos projets

---

<sup>31</sup> Comme les postes pour la micro, la macro et les méthodes quantitatives avaient été attribués en mon absence, sauf pour celui de micro qui l'avait été plus tôt, il fallut m'inventer un cahier de charges. Le problème a été résolu principalement en scindant la macro en deux, un cours de « macroéconomie empirique » m'étant attribué, avec mon plein accord. De même, pour les autres enseignements que j'ai donnés. Cela n'avait donc servi à rien de chercher à bloquer toutes les cases qui m'intéressaient. – J'ajoute que quelques jours après mon retour à HEC, j'ai été pris à part par Alberto qui me dit que lui et Jean-Pierre Danthine avaient besoin de moi pour développer l'économie politique, ce qui n'allait manifestement pas se faire sans mal.

<sup>32</sup> Lequel a rejoint le DEEP suite à la création de l'année de diplôme.

<sup>33</sup> Bien qu'il fût principalement en Lettres.

ne les intéressaient simplement pas ou alors ils auraient volontiers mis la main sur les ressources dévolues à l'économie politique. Mais en aucun cas n'entendaient-ils étoffer ces ressources – ce qui aurait risqué d'être à leurs dépens, pensaient-ils, ignorant ainsi les bonnes dispositions du Rectorat et de l'État de Vaud ; des bonnes dispositions qui auraient pourtant permis de développer les trois orientations à la fois. *All these might-have-beens!*

Il aurait fallu filmer les débats et discussions qui eurent lieu à l'époque au Conseil de l'École et qui s'étalèrent sur quelque trois années : l'obstruction systématique, les arguments fallacieux, l'absence de toute élévation de pensée, la perfidie et des susceptibilités à fleur de peau, quelquefois l'ignorance et la bêtise les plus crasses – tout y était. En sortant de ces séances, je me suis souvent dit que si le public en général et les étudiants en particulier pouvaient y assister en catimini, ils perdraient le peu de respect qu'ils pouvaient encore avoir pour l'Université et HEC. La « tour d'ivoire » n'avait vraiment rien, mais alors rien du tout, d'un havre calme et privilégié où la sagesse, le détachement et la bonne entente régnaient en maître ! A votre avis, est-ce que cela a changé aujourd'hui ?

Souvent pendant ces débats qui duraient facilement des heures et des heures d'affilée, certains soirs jusqu'à minuit passé, un profond sentiment de dégoût mêlé d'indignation s'emparait de moi, comme sans doute de mes compagnons de lutte. On nous soupçonnait de vouloir nous tailler un petit empire alors que « remettre Lausanne sur la carte de l'économie politique », comme l'anglais le dit, était notre principal ou même notre seul but et que nous avons agi avant tout par idéalisme et passion pour notre discipline, croyez-le ou non.

Plus tard, après que nous eûmes gagné, principalement parce que, *de guerre lasse*, certains au moins de nos adversaires finirent par abandonner la lutte, un collègue en gestion, Alfred Stettler, me dit un jour : « Tes amis et toi, vous les avez proprement détrônés ! », en parlant de la vieille garde en économie politique. Je répondis que nous n'étions pas motivés par une telle logique de pouvoir, mais par une logique de progrès institutionnel, professionnel et scientifique.

La clé de tout cela était, je crois mais puis me tromper, que ces anciens étaient quand même conscients au tréfonds d'eux-mêmes qu'ils n'étaient peut-être plus tout à fait dans la course, d'où leur susceptibilité d'écorchés. Le plus triste est que nous étions tout à fait prêts à collaborer avec ceux, loyalement et constructivement, en faisant la part des choses et en cherchant des arrangements ménageant les uns et les autres. Mais cela s'avéra impossible, nous avons essayé maintes fois, mais nous nous sommes toujours heurtés à un mur. Au fond, c'était un conflit de générations et aussi de personnalités, un conflit sans doute inévitable.

Nous avons systématiquement fait du militantisme de minoritaires, à l'instar des communistes en France, disait Alberto qui avait fait ses études à Paris, participant tous à toutes les séances sans exception, y restant toujours jusqu'à la fin, guettant l'occasion favorable selon qui était là ou n'était pas là, essayant de nouvelles approches si d'autres avaient échoué, cherchant à persuader même si cela paraissait futile et sans espoir. En fin de compte et après toutes sortes de péripéties des plus frustrantes, nous avons gagné – mais non pas triomphé – et le DEEP a pu être fondé, il y a trente ans (trente-trois aujourd'hui) et à de très courtes majorités lors des votes décisifs. Il en est allé de même pour d'autres de nos projets ; ainsi et si je me souviens bien, la création de l'année de diplôme a été décidée à la majorité d'une voix.

D'où vient l'acronyme anglicisant ? C'est une nuit, dans un avion me ramenant de New York, que j'en ai eu l'idée. DEP, pour « Département d'économie politique », n'était pas élégant. Si on y ajoutait « économétrie », cela donnait DEPE, qui n'était pas plus beau. Mais en mettant « économétrie » avant « économie politique », on obtenait DEEP. C'est donc à votre serviteur, chers collègues d'aujourd'hui et si je puis en faire état en toute modestie, que notre institution doit un nom qui, je l'espère, ne vous déplaît peut-être pas trop. Alberto a été le premier à qui j'en ai parlé à mon retour, lui disant qu'il n'allait pas aimer mon idée car elle mettait l'économétrie au premier plan. J'ai dû le dire trop sérieusement car il n'a pas vu tout de suite que je voulais le taquiner.

Nous voici arrivés presque au terme de ce bref (mais je crois animé) récit des premières étapes de la fondation du DEEP et du renouveau de l'économie politique à Lausanne, telles que je les ai vécues. J'imaginerais volontiers que vous qui me lisez avez été quelque peu étonné que cela ait pu être aussi difficile, long, tumultueux et même quelquefois violent – à la différence, sûrement, de ce qui se passe aujourd'hui, hum ! Notez cependant que je me suis beaucoup retenu dans ce qui précède (mais oui, mais oui), omettant entre autres quelques épisodes vraiment peu reluisants, mais aussi d'autres plus cocasses et farfelus.

Je crois cependant que cela n'avait rien de tellement exceptionnel. Ailleurs en économie politique et pour ne prendre qu'un exemple, j'ai appris en son temps que lorsque le très regretté Jean-Jacques Laffont et Jean Tirole, qui ont enseigné au DEEP comme vous le savez, entreprirent eux aussi de rénover l'économie politique à Toulouse avec le succès mondialement reconnu qu'on sait, ils se heurtèrent initialement aux pires difficultés de la part de leurs anciens. Un collègue et ami français, Patrick Artus, qui était allé sur place à l'époque, me dit un jour qu'à l'étage où ils étaient retranchés, Laffont, Tirole et ceux qui les soute-

naient faisaient penser à une garnison médiévale en train de se défendre contre l'assaillant avec de l'huile bouillante...<sup>34</sup>

Plus généralement : dans l'histoire des institutions humaines – grandes entreprises ou plus petites, administrations et corps de l'État, écoles et facultés, associations de toutes sortes, partis politiques et autres cercles –, on découvre souvent, si l'on gratte un peu une surface apparemment lisse, que de véritables drames shakespeariens ont marqué cette histoire, avec toutes les intrigues, les luttes à couteaux tirés ou plus surnoises, les coups fourrés et les coups bas, la fourberie et souvent la bassesse qui caractérisent ce genre de drame. Dans le monde des affaires d'il y a trente ou quarante ans, ces luttes restaient généralement inconnues du public et ceux qui y avaient pris part préféraient le plus souvent ne pas en parler et essayer de les oublier. Aujourd'hui, il suffit de lire le *Financial Times*, par exemple, pour être édifié.

Dans le cas du sombre dossier « HEC/Lausanne *versus* votre serviteur » : un jour, après que se fut enfin terminée ce que mes adversaires appelaient « l'affaire Lambelet », mais que d'autres appelaient avec moi « l'affaire HEC », j'ai demandé au Recteur Rivier, qui était resté onze ans à la tête de l'Université et qui à son grand regret venait de rentrer dans le rang, si cela avait été le seul affrontement de ce genre qu'il ait connu. Il eut un sourire en coin et me dit qu'il avait eu à en gérer plusieurs au cours de son rectorat, dont certains étaient *tellement graves* qu'à la fin de son mandat il avait fait mettre les dossiers correspondants en lieu sûr, c'est-à-dire aux Archives Vaudoises, avec un long délai avant qu'on puisse en prendre connaissance. Je ne sais pas si le mien est du nombre.

J'imagine qu'il n'est pas besoin de s'attarder sur l'évolution subséquente du DEEP au sein de l'École, puis de la Faculté des HEC, car elle doit vous être largement connue.

Autre question : le DEEP a-t-il tenu ses promesses et *rempli sa mission* ?

J'ai dit plus haut que notre but en fondant le DEEP, en faisant adopter l'année de diplôme ou d'autres innovations et – plus tard, mais chose capitale – en nommant de nouveaux collègues, était avant tout de « remettre Lausanne sur la mappemonde de l'économie politique ».

A ma connaissance, il n'existe pas de *ranking(s)* des diverses facultés ou départements d'économie politique dans le monde comme il y en a pour les business schools et les MBA. Il ne peut cependant y avoir le moindre doute que Lausanne

---

<sup>34</sup> Si je suis bien renseigné, la bataille de Toulouse a cependant duré beaucoup moins longtemps que celle de Lausanne, les anciens étant moins nombreux, moins acharnés ou moins puissants. Par ailleurs, c'est plus ou moins à ce moment-là que Laffont a aussi été nommé au Collège de France.

a retrouvé aujourd'hui une place plus qu'honorable sur ladite mappemonde, aussi bien en ce qui concerne les enseignements que la recherche. Des volées de jeunes ont été formées et, je crois, bien formées dont plusieurs membres sont allés loin dans la profession, y compris au sein du DEEP, ou plus généralement dans la vie. Bref, je ne crois pas être présomptueux et nous décerner un satisfecit à bon marché en concluant : *mission accomplie* !<sup>35</sup>

Un bémol, cependant, au sujet de *l'actuel programme* d'études en économie politique à HEC tel que je le connais plus ou moins à partir du site du DEEP, vivant aujourd'hui discrètement à Genève.

Peu avant que Paul Samuelson ne décède en 2009 (à 94 ans), on lui demanda quel était à son avis la branche du savoir la plus importante dans la formation des jeunes économistes. Sa réponse a été une surprise pour au moins quelques-uns dans la profession et hors d'elle : « **L'histoire économique !** »

Et de fait : sans un bagage suffisant dans ce domaine, sans une bonne culture historique, sans cette indispensable toile de fond, les connaissances techniques les plus poussées ne suffiront jamais à faire des économistes complets et dignes de ce nom. C'est souvent l'histoire et toute sa richesse qui peut nous suggérer les hypothèses et modèles pertinents, les pistes novatrices et les parallèles éclairants. Si l'on omet l'histoire économique dans la formation des étudiants, on prend le risque de produire des « idiots savants ».

Conscient de cet impératif, j'ai proposé quelque temps après la fondation du DEEP de donner un cours dans ce domaine, car il n'y en avait pas, ce qui a été soutenu par mes collègues économistes. Je n'étais pas à proprement parler *an economic historian*, mais à Harvard j'avais étudié l'histoire économique avec enthousiasme et assez à fond, sous la direction d'Alexander Gershenkron, *the dean of American economic historians* comme on l'appelait toujours et avec qui j'aurais voulu faire ma thèse. Mais il tomba gravement malade, pour décéder peu après ; en lieu et place, je me suis tourné vers la macro et la modélisation, une autre passion, avec Hendrik Houthakker, puis Otto Eckstein. Le cours d'histoire économique que j'ai donné à HEC pendant quelque chose comme vingt ans était à option, mais presque tous les étudiant-e-s en économie politique l'ont suivi – et apprécié, à en croire les questionnaires anonymes.

Une bonne règle lorsqu'on va partir à la retraite est de ne se mêler en rien de sa succession. Je n'ai donc pas réagi lorsqu'au moment de mon départ en 2004 ce cours d'histoire économique a été supprimé et, autant que je puisse voir mais peut-être suis-je mal informé, le DEEP n'offre plus rien aujourd'hui dans ce

---

<sup>35</sup> Même si, depuis George W. Bush, l'expression est généralement évitée, voire honnie. Aux dernières nouvelles, le DEEP compte actuellement 18 postes de professeur et il occupe tout le 5<sup>e</sup> étage de l'Internef. Bravo !

domaine. Le cours d'« histoire de la pensée économique » doit être, j'imagine, un enseignement portant sur, précisément, la pensée économique et non pas un cours d'histoire économique tout court, bien que des pans de cette histoire ne peuvent manquer d'y figurer.

Alors, chers Collègues d'aujourd'hui, je vous dis : vous feriez bien de *combler cette grave lacune* ! Il est vrai que des enseignements d'histoire économique se donnent déjà à Genève, mais si vous voulez que vos étudiants s'initient et se forment à ce savoir, il faut leur donner la possibilité de le faire à Lausanne même, car combien iront jusqu'à Genève juste pour cela ?<sup>36</sup>

### « Envoi »

Tout doit disparaître un jour, *tout*, même le souvenir du souvenir, et il ne restera plus rien de ce que nous avons pu construire et aimer. Le DEEP, lui aussi, sombrera un jour dans l'oubli, un jour que j'espère très, très lointain. Néanmoins, cela fait quand même une différence si, au moment où l'on sent venir le grand froid éternel (mais rien ne presse), on peut se dire qu'on a contribué un tant soit peu à construire quelque chose qui, en toute probabilité, vous survivra au moins quelque temps.

Je regrette vraiment beaucoup que mon état de santé m'empêche d'être des vôtres le 30 mai [2013] et souhaite que cette commémoration soit un plein succès. Mais si je ne puis hélas y participer, j'ai quand même voulu contribuer un peu à cet anniversaire commun, d'où ce modeste mémorial personnel<sup>37</sup> de quelqu'un devenu depuis longtemps « un ancien », lui aussi, en attendant que ce soit votre tour – un vieil homme de 78 ans qui projette sans doute ses derniers feux, mais qui gardera le DEEP dans son cœur aussi longtemps que celui-ci battra encore<sup>38</sup>.

### *È finita la commedia*

---

<sup>36</sup> Aux dernières nouvelles que Philippe Bacchetta a bien voulu me donner, le DEEP prévoit de créer ces prochaines années un poste de professeur en histoire économique. Vous m'en voyez extrêmement heureux.

<sup>37</sup> Si ce terme de mémorial vous surprend, pensez au « Mémorial de Sainte-Hélène » (1823) que Las Cases a consacré à Napoléon... Comme il s'agit ici du DEEP, j'ai bien précisé un *modeste mémorial personnel* – il ne manquerait plus que le Département en vienne à être considéré comme une entreprise... napoléonienne !

<sup>38</sup> Pas si vite, cependant, et je n'ai pas encore été expédié *ad patres*. C'est à la toute fin de sa vie, en 1948, à 84 ans et une année avant son décès, que Richard Strauss a composé, alors qu'il avait quitté une Allemagne ruinée et en ruines pour vivre en Suisse, la plus belle, la plus poignante, la plus lyrique de toutes ses œuvres : les *Vier letzte Lieder*, surtout les deux derniers. Si vous ne connaissez pas déjà cette interprétation, je vous recommande celle d'Élisabeth Schwarzkopf, insurpassée et insurpassable à mon avis. Les œuvres de Strauss qui suivent sur le CD en ma possession sont beaucoup moins prenantes.